

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 211

[C - 97/27060]

5 DECEMBRE 1996. — Décret relatif aux intercommunales wallonnes (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions préliminaires

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux intercommunales dont le ressort géographique ne dépasse pas les limites de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — De la nature et de la constitution des intercommunales wallonnes

Art. 2. Plusieurs communes peuvent, dans les conditions prévues par le présent décret, former des associations ayant des objets déterminés d'intérêt communal.

Ces associations sont dénommées ci-après intercommunales.

Art. 3. Toute autre personne de droit public ou privé peut également faire partie des intercommunales.

Sans préjudice des affiliations existantes, toute participation de la Région wallonne dans une intercommunale est autorisée et fixée par décret.

Art. 4. Les intercommunales adoptent la forme juridique soit de la société anonyme, soit de la société coopérative à responsabilité limitée, soit de l'association sans but lucratif.

Les lois relatives aux sociétés commerciales et aux associations sans but lucratif sont, selon le cas, applicables aux intercommunales pour autant que les statuts n'y dérogent pas en raison de la nature spéciale de l'association.

En aucun cas, les intercommunales qui ont pris la forme d'associations sans but lucratif ne peuvent se livrer à des opérations industrielles et commerciales, ni chercher à procurer un gain matériel à leurs membres.

Art. 5. § 1^{er}. Quel que soit leur objet, les intercommunales exercent des missions de service public et à ce titre sont des personnes morales de droit public.

Elles n'ont pas un caractère commercial.

§ 2. En tant que telles, les intercommunales peuvent poursuivre en leur nom des expropriations pour cause d'utilité publique, contracter des emprunts, accepter des libéralités et recevoir des subventions des pouvoirs publics. Tout apport et toute acquisition doivent être affectés à la réalisation de l'objet social de l'intercommunale.

§ 3. Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanant des intercommunales, doit figurer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement, et de façon lisible, du mot "intercommunale".

§ 4. Quelle que soit sa nature, le caractère public de l'intercommunale est prédominant dans ses rapports avec ses associés, ses agents et tout tiers, ainsi que dans toute communication interne ou externe.

Dans tous ces cas, l'intercommunale utilisera sa propre dénomination et, éventuellement, son sigle.

§ 5. Le personnel de l'intercommunale est soumis à un régime statutaire et/ou contractuel.

Art. 6. Les statuts de l'intercommunale reprennent les dispositions particulières imposées par le présent décret ainsi que, selon le cas, par la législation sur les sociétés commerciales ou les associations sans but lucratif et mentionnent au moins :

1. sa dénomination;
2. son objet ou ses objets;
3. le ou les secteur(s) d'activité;
4. sa forme juridique;
5. son siège social;
6. sa durée;
7. la désignation précise des associés, de leurs apports et de leurs engagements;
8. la composition et les pouvoirs des organes de gestion et de contrôle de l'intercommunale, les modes de désignation et de révocation de leurs membres ainsi que la possibilité pour ceux-ci, à l'exception des délégués aux assemblées générales, de donner procuration à un autre membre du même organe qui sera désigné au sein de la catégorie à laquelle appartient le mandant;
9. le cas échéant, les critères objectifs de pondération destinés à déterminer le droit de vote des associés communaux à l'assemblée générale et à assurer la juste représentation au conseil d'administration, au collège des commissaires et au comité de surveillance des associés communaux;

(1) Session 1996-1997 :

Documents du Conseil 167 (1995-1996), n^{os} 1 à 34.

Compte rendu intégral. Séance publique du 6 novembre 1996. Discussion.

Compte rendu intégral. Séance publique du 12 novembre 1996. Discussion. Vote.

10. le mode de communication aux associés des comptes annuels, du rapport du collège des commissaires et du commissaire-réviseur, du rapport spécifique relatif aux prises de participation, du rapport de gestion de l'intercommunale, du plan stratégique relatif à l'exercice suivant ainsi que tous autres documents destinés à l'assemblée générale;

11. l'affectation des bénéfices éventuels;

12. les modalités de gestion de la trésorerie;

13. les modalités de retrait d'un associé;

14. le mode de liquidation, le mode de désignation des liquidateurs et la détermination de leurs pouvoirs et, sans préjudice de l'article 30, la destination des biens et le sort du personnel en cas de dissolution.

A la constitution de l'intercommunale, un plan financier dans lequel est justifié le montant du capital social est adressé à chacun des associés fondateurs et est tenu au siège social de l'intercommunale.

Art. 7. Le siège social de l'intercommunale est établi dans une des communes associées, dans les locaux appartenant à l'intercommunale ou à une des personnes de droit public associées.

Art. 8. La durée de l'intercommunale ne peut excéder trente années.

Toutefois, l'intercommunale peut être prorogée d'un ou plusieurs termes dont chacun ne peut dépasser trente ans. Toute prorogation doit être décidée par l'assemblée générale au moins un an avant l'échéance du terme statutaire en cours. La prorogation est acquise pour autant que les conseils communaux et, s'il échet, les conseils provinciaux concernés aient été appelés à en délibérer et pour autant que cette demande de prorogation recueille la majorité requise pour l'adoption des modifications statutaires.

Aucun associé ne peut cependant être tenu au-delà du terme fixé avant que n'intervienne la prorogation.

L'intercommunale ne peut prendre d'engagements pour un terme excédant sa durée qui rendraient plus difficile ou onéreux l'exercice par un associé du droit de ne pas participer à la prorogation.

Les associés ne sont pas solidaires. Ils sont tenus des engagements sociaux à concurrence du montant de leurs souscriptions.

Art. 9. § 1^{er}. Les statuts peuvent prévoir la possibilité pour une commune de se retirer avant le terme de la durée de l'intercommunale.

§ 2. En tout état de cause, tout associé peut se retirer dans les cas suivants :

1. après quinze ans à compter, selon le cas, du début du terme statutaire en cours ou de son affiliation, moyennant l'accord des deux tiers des voix exprimées par les autres associés, pour autant que les votes positifs émis comprennent la majorité des voix exprimées par les représentants des communes associées et sous réserve de l'obligation pour celui qui se retire de réparer le dommage évalué à dire d'experts, que son retrait cause à l'intercommunale et aux autres associés;

2. si un même objet d'intérêt communal au sens de l'article 2 est confié dans une même commune à plusieurs intercommunales, régies ou organismes d'intérêt public, la commune peut décider de le confier pour l'ensemble de son territoire à une seule intercommunale ou à un seul organisme régional d'intérêt public concerné. Dans les hypothèses visées à l'alinéa précédent, lesquelles s'effectuent nonobstant toute disposition statutaire, aucun vote n'est requis. Seules les conditions prévues au point 1^o relatives à la réparation d'un dommage éventuel sont applicables;

3. unilatéralement, lorsque l'intercommunale est en défaut de mettre à exécution son objet social dans un délai de trois ans à compter de sa constitution.

Art. 10. Les personnes de droit public associées à l'intercommunale ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

Pour toute modification aux statuts qui entraîne pour les communes et, s'il échet, pour les provinces des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits, les conseils communaux et, s'il échet, provinciaux doivent être mis en mesure d'en délibérer.

CHAPITRE III. — Des organes de l'intercommunale wallonne

Section Ire. — Dispositions générales

Art. 11. Chaque intercommunale comprend trois organes : une assemblée générale, un conseil d'administration et un collège des commissaires.

Art. 12. Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution du capital ou du fonds social, les communes disposent toujours de la majorité des voix ainsi que de la présidence dans les différents organes de gestion et de contrôle de l'intercommunale.

Art. 13. Les décisions de tous les organes de l'intercommunale ne sont prises valablement que si elles ont obtenu, outre la majorité des voix exprimées, la majorité des voix des associés communaux présents ou représentés au sein de ces organes.

Les statuts peuvent prévoir des dispositions qui assurent la protection des intérêts des associés minoritaires, dans le respect des modalités de vote et de présence telles qu'énoncées à l'alinéa précédent et à l'article 12.

Section II. — De l'assemblée générale

Art. 14. Les délégués des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le conseil communal de chaque commune parmi les conseillers, le bourgmestre et les échevins de la commune, proportionnellement à la composition dudit conseil. Le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq, parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du conseil communal.

En cas de participation provinciale, il en va de même, *mutatis mutandis*, pour la représentation à l'assemblée générale de la ou des provinces associées.

Art. 15. § 1^{er}. Chaque commune dispose à l'assemblée générale d'un droit de vote déterminé par les critères statutaires visés à l'article 6, 9^o, ou à défaut par le nombre de parts qu'elle détient.

Dès lors qu'une délibération a été prise par leur conseil, les délégués de chaque commune et, le cas échéant, de chaque province rapportent la décision telle quelle à l'assemblée générale.

Toutefois, en ce qui concerne l'approbation des comptes annuels et le vote de la décharge aux administrateurs, commissaires et commissaires-réviseurs, ils rapportent la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil.

A défaut de délibération du conseil communal et, s'il échet, du conseil provincial, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé communal ou, le cas échéant, provincial, qu'il représente.

§ 2. Toute modification statutaire ainsi que toute délibération relative à l'exclusion d'associés exigent la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale, en ce compris la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des associés communaux.

Art. 16. § 1^{er}. Il doit être tenu, chaque année, au moins deux assemblées générales selon les modalités fixées par les statuts, sur convocation du conseil d'administration.

Au surplus, à la demande d'un tiers des membres du conseil d'administration ou du collège des commissaires, ou encore du commissaire-réviseur ou d'associés représentant au moins un cinquième du capital, l'assemblée générale doit être convoquée en séance extraordinaire.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour ainsi que tous les documents y afférents. Elles sont adressées à tous les associés au moins trente jours avant la date de la séance.

Les membres des conseils communaux ou provinciaux intéressés peuvent assister en qualité d'observateurs aux séances sauf lorsqu'il s'agit de question de personnes. Dans ce dernier cas, le président prononcera immédiatement le huis clos et la séance ne pourra être reprise en public que lorsque la discussion de cette question sera terminée.

Un règlement spécifique, arrêté par l'assemblée générale, fixera les modalités de consultation des délibérations du conseil d'administration et du collège des commissaires par les membres des conseils des communes ou, s'il échet, des provinces associées.

§ 2. La première assemblée générale de l'exercice se tient durant le premier semestre et au plus tard le 30 juin et a nécessairement à son ordre du jour l'approbation des comptes annuels de l'exercice clôturé, lesquels intègrent une comptabilité analytique par secteur d'activité.

Elle entend le rapport de gestion et le rapport spécifique du conseil d'administration prévu à l'article 27, les rapports du collège des commissaires et du commissaire-réviseur et adopte le bilan.

Après l'adoption du bilan, cette assemblée générale se prononce par un vote distinct sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

§ 3. La deuxième assemblée générale de l'exercice se tient durant le second semestre et au plus tard le 31 décembre.

Elle a nécessairement à son ordre du jour l'approbation d'un plan stratégique, identifiant chaque secteur d'activité et incluant notamment des prévisions financières pour l'exercice suivant. Ce plan est préalablement arrêté par le conseil d'administration et adressé aux communes et, s'il échet, aux provinces associées.

Art. 17. Nonobstant toute autre disposition statutaire, l'assemblée générale est seule compétente pour :

1. l'approbation des comptes annuels et la décharge à donner aux administrateurs, commissaires et commissaires-réviseurs;
2. l'approbation du plan stratégique annuel;
3. la nomination et la destitution des administrateurs, commissaires et commissaires-réviseurs;
4. la fixation des indemnités de fonction et jetons de présence attribués aux administrateurs, commissaires et, éventuellement, membres des organes restreints de gestion, ainsi que les émoluments du commissaire-réviseur;
5. la nomination des liquidateurs, la détermination de leurs pouvoirs et la fixation de leurs émoluments;
6. la démission et l'exclusion d'associés;
7. les modifications statutaires, sauf si elle délègue au conseil d'administration le pouvoir d'adapter les annexes relatives à la liste des associés et aux conditions techniques et d'exploitation;
8. la désignation des membres du comité de surveillance, s'il échet.

Section III. — Du conseil d'administration

Art. 18. § 1^{er}. L'assemblée générale nomme les membres du conseil d'administration.

§ 2. Les administrateurs représentant les communes associées et, s'il échet, les provinces associées, sont désignés respectivement à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées et, s'il échet, de l'ensemble des conseils provinciaux des provinces associées, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte des critères statutaires de pondération visés à l'article 6, 9^o.

Lorsque les conseillers communaux ont été élus sur une liste ne possédant pas un numéro d'ordre commun en vertu de l'article 22bis de la loi électorale communale du 4 août 1932, il est tenu compte, pour le calcul de la proportionnelle au niveau de chaque commune associée, des éventuelles déclarations individuelles d'apparementement vers une liste possédant un numéro d'ordre commun, telles qu'elles sont actées par le conseil communal. L'apparementement vers une liste possédant un numéro d'ordre commun n'est possible que si, dans la commune, cette même liste ne s'est pas présentée en tant que telle aux élections communales. Cet apparementement s'applique uniformément pour toutes les intercommunales dont la commune est membre.

Aux fonctions d'administrateur réservées aux communes et, s'il échet, aux provinces associées ne peuvent être nommés que des membres des conseils communaux et, s'il échet, provinciaux.

Le présent paragraphe est applicable, *mutatis mutandis*, aux administrateurs représentant les CPAS associés.

§ 3. En cas d'admission d'un nouvel associé, la composition du conseil d'administration est revue, s'il échet, lors de la plus prochaine assemblée générale.

§ 4. Le conseil d'administration peut comprendre un ou plusieurs délégués du personnel, qui siègent avec voix consultative.

Art. 19. Chaque année, les administrateurs dressent un inventaire et établissent des comptes annuels par secteur d'activité et des comptes annuels consolidés. Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultats et l'annexe qui forment un tout.

Ces documents sont établis conformément à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

Les administrateurs établissent, en outre, un rapport dans lequel ils rendent compte de leur gestion. Ce rapport de gestion comporte un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de la société. Le rapport comporte également les données sur les événements survenus après la clôture de l'exercice.

Les administrateurs arrêtent le plan stratégique prévu à l'article 16, § 3, et le rapport spécifique sur les prises de participation prévu à l'article 27.

Afin de leur permettre de rédiger les rapports prévus à l'article 16, § 2, le conseil d'administration de l'intercommunale remet aux commissaires les pièces, avec le rapport de gestion, au moins quarante jours avant l'assemblée générale ordinaire.

Section IV. — Du collège des commissaires

Art. 20. Le collège des commissaires est chargé de la surveillance de l'intercommunale.

Ses membres sont nommés par l'assemblée générale. Il comprend au moins un membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises; un commissaire supplémentaire, membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises, peut être désigné sur proposition de délégués porteurs d'au moins un quart des parts détenues par les communes associées.

Les commissaires, autres que membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, sont nommés par l'assemblée générale respectivement à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées, et, s'il échet, de l'ensemble des conseils provinciaux des provinces associées, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral et à l'article 18, § 2.

Aux fonctions de commissaire réservées aux communes et, s'il échet, aux provinces associées, ne peuvent être nommés que des membres des conseils communaux et, s'il échet, provinciaux.

Section V. — Des interdictions et incompatibilités

Art. 21. Nul ne peut représenter, au sein de l'intercommunale, l'une des autorités administratives associées, s'il est membre d'un des organes de la société gestionnaire ou concessionnaire de l'activité pour laquelle l'intercommunale est créée.

Art. 22. § 1^{er}. Il est interdit à tout administrateur d'une intercommunale :

1. d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct;

2. de prendre part, directement ou indirectement, à des marchés passés avec l'intercommunale;

3. d'intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre l'intercommunale. Il ne peut, en la même qualité, plaider, donner des avis ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de l'intercommunale.

La prohibition visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré lorsqu'il s'agit de présentations de candidats, de nominations, révocations ou suspensions.

§ 2. Il est interdit à tout membre d'un conseil communal ou provincial d'exercer dans les intercommunales auxquelles sa commune ou sa province est associée plus de trois mandats exécutifs. Par mandat exécutif, on entend tout mandat conférant à son titulaire des pouvoirs délégués de décision ou s'exerçant dans le cadre d'un organe restreint de gestion.

§ 3. Nul ne peut être désigné aux fonctions d'administrateur ou de commissaire réservées aux autorités administratives associées, s'il exerce un mandat dans des organes de gestion et de contrôle d'une association de droit privé qui a pour objet une activité similaire susceptible d'engendrer dans son chef un conflit d'intérêt direct et permanent.

§ 4. Le mandat de commissaire-réviseur ne peut pas être attribué à un membre des conseils communaux et provinciaux associés.

§ 5. Un conseiller communal, un échevin ou un bourgmestre d'une commune associée ne peut être administrateur d'une intercommunale s'il est membre du personnel de celle-ci.

Section VI. — De leurs modalités de fonctionnement

Art. 23. Tout membre d'un conseil communal et, s'il échet, provincial exerçant, à ce titre, un mandat dans une intercommunale est réputé de plein droit démissionnaire dès l'instant où il cesse de faire partie de ce conseil communal et, s'il échet, provincial.

Tous les mandats dans les différents organes de l'intercommunale prennent fin immédiatement après la première assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils communaux et, s'il échet, provinciaux.

Art. 24. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs organes restreints de gestion.

Les organes restreints de gestion sont des émanations du conseil d'administration. Ils ne peuvent être composés que d'administrateurs. Les articles 12 et 13, alinéa 1^{er}, leur sont applicables.

En cas d'urgence dûment motivée, l'organe restreint de gestion peut prendre toute décision nécessaire à la préservation des intérêts de l'intercommunale, même si celle-ci excède les limites de la gestion courante à lui déléguée en vertu de l'alinéa 1^{er}. Cette décision est confirmée par le conseil d'administration à sa plus prochaine réunion.

Art. 25. § 1^{er}. L'assemblée générale peut allouer des jetons de présence, par séance effectivement prestée, aux membres du conseil d'administration et du collège des commissaires, à l'exception du ou des commissaires-réviseurs.

Elle peut allouer également aux membres de l'organe restreint de gestion, par séance effectivement prestée, les mêmes jetons de présence que ceux accordés aux membres du conseil d'administration.

Les membres qui assistent à plusieurs réunions du même organe de la même intercommunale qui ont lieu le même jour n'ont droit qu'à un seul jeton de présence.

§ 2. L'assemblée générale peut, en lieu et place de jetons de présence, allouer une indemnité de fonction aux administrateurs qui assurent une mission d'exécution ou de gestion journalière.

De même, elle peut allouer une indemnité de fonction au président du collège des commissaires.

Art. 26. § 1^{er}. Lorsqu'un associé provincial fait des apports dépassant la moitié du capital de l'intercommunale, hors parts privilégiées, les statuts peuvent prévoir par dérogation à l'article 12 que :

1. la majorité des voix au sein des organes de gestion et de contrôle appartient à la province. Dans ce cas et sans préjudice de l'application de l'article 13, les décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration, du collège des commissaires et des organes restreints de gestion ne sont prises valablement que si elles ont obtenu la majorité des voix des associés provinciaux présents ou représentés au sein de ces organes;

2. la présidence du conseil d'administration et du collège des commissaires est confiée à un membre du conseil provincial. Dans cette hypothèse, les éventuels mandats de vice-présidents ne peuvent pas être attribués aux représentants de cet associé provincial.

§ 2. Lorsque l'associé provincial assure la garantie de bonne fin de plus de la moitié des emprunts contractés par l'intercommunale, et pour autant que le montant global desdits emprunts atteigne au moins la moitié du capital de celle-ci, les statuts peuvent prévoir par dérogation à l'article 12 que la présidence du conseil d'administration est confiée à un membre du conseil provincial. Dans cette hypothèse, les éventuels mandats de vice-présidents ne peuvent pas être attribués aux représentants de cet associé provincial.

CHAPITRE IV. — Des prises de participation

Art. 27. Les intercommunales peuvent prendre des participations au capital de toute société lorsqu'elles sont de nature à concourir à la réalisation de leur objet social.

Toute prise de participation au capital d'une société est décidée par le conseil d'administration; un rapport spécifique sur ces décisions est présenté à l'assemblée générale, conformément à l'article 16, § 2.

Toutefois, lorsque la prise de participation dans une société est au moins équivalente à un dixième du capital de celle-ci ou équivalente à au moins un cinquième des fonds propres de l'intercommunale, la prise de participation est décidée par l'assemblée générale, à la majorité simple des voix présentes, en ce compris la majorité simple des voix exprimées par les délégués des associés communaux.

Art. 28. En cas de prise de participation au capital d'une société, il est institué un comité de surveillance au sein de l'intercommunale qui est chargé du suivi des prises de participation de l'intercommunale au capital de sociétés.

Il rend compte de sa mission annuellement devant l'assemblée générale lors de la présentation du rapport spécifique prévu à l'article 27 et devant les conseils communaux à leur demande.

Il comprend cinq membres, nommés par l'assemblée générale à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral et à l'article 18, § 2.

CHAPITRE V. — De la dissolution et de la liquidation de l'intercommunale

Art. 29. L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'intercommunale avant l'expiration du terme fixé par les statuts qu'à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des associés communaux, après que les conseils communaux des communes associées aient été appelés à délibérer sur ce point.

En outre, en cas d'application de l'article 26, l'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de la société qu'à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués du ou des associés provinciaux, après que le ou les conseils provinciaux associés aient été amenés à délibérer sur ce point.

Art. 30. En cas de dissolution avant terme, de non-prorogation ou de retrait de l'intercommunale, la commune ou l'association appelée à exercer tout ou partie de l'activité précédemment confiée à l'intercommunale est tenue de reprendre, à dire d'experts, les installations ou établissements situés sur son territoire et destinés exclusivement à la réalisation de l'objet social en ce qui la concerne ainsi que, suivant les modalités à déterminer entre les parties, le personnel de l'intercommunale affecté à l'activité reprise. Les biens reviennent cependant gratuitement à la commune dans la mesure où ils ont été financés par celle-ci ou à l'aide de subsides d'autres administrations publiques ou encore des que ceux-ci, situés sur le territoire de la commune et affectés à son usage par l'intercommunale, ont été complètement amortis; par contre, l'affectation des installations et établissements à usage commun ainsi que les charges y afférentes font l'objet d'un accord entre les parties.

La commune qui se retire a, nonobstant toute disposition statutaire contraire, le droit à recevoir sa part dans l'intercommunale telle qu'elle résultera du bilan de l'exercice social au cours duquel le retrait devient effectif.

La reprise de l'activité de l'intercommunale par la commune ou une autre association ne prend cours qu'à partir du moment où tous les montants dus à l'intercommunale ont été effectivement payés à cette dernière, l'activité continuant entre-temps à être exercée par celle-ci.

CHAPITRE VI. — Dispositions diverses

Art. 31. § 1^{er}. La comptabilité de l'intercommunale est tenue selon la législation relative à la comptabilité des entreprises.

Par référence à l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les comptes annuels, le rapport du collège des commissaires et celui du commissaire-réviseur, le rapport spécifique relatif aux prises de participation, le plan stratégique relatif à l'exercice suivant ainsi que le rapport de gestion de l'intercommunale et des associations ou sociétés auxquelles elle participe sont adressés chaque année à tous les membres des conseils communaux et provinciaux des communes et provinces associées, en même temps qu'aux associés, afin que soit organisé un débat dans chaque conseil ou dans une commission spéciale organisée à cette fin au sein du conseil.

§ 2. Chaque intercommunale est tenue de disposer d'une trésorerie propre, dont la gestion est organisée selon les modalités fixées par les statuts.

Les modalités de contrôle financier sont arrêtées par le conseil d'administration, qui désigne le responsable de la gestion des paiements et encaissements.

Art. 32. Les intercommunales peuvent conclure entre elles et avec les communes des conventions pour une durée déterminée, relatives à des fournitures et à des services qui concourent à la réalisation de leur objet social.

Art. 33. La Région wallonne peut soumettre les intercommunales à la fiscalité pour les matières régionales.

Art. 34. En ce qui concerne l'Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps :

1. par dérogation aux articles 12 et 26, la majorité des voix au sein des organes de gestion et de contrôle appartient conjointement à la Région wallonne, à la province de Liège et aux communes associées et est répartie de façon égale entre elles;

2. les décisions des organes de gestion sont soumises au contrôle de deux commissaires du Gouvernement wallon, nommés et révoqués par lui, selon les modalités suivantes :

a) les commissaires du Gouvernement assistent avec voix consultative aux réunions des organes de gestion. Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'intercommunale. Ils peuvent requérir de tous les administrateurs, agents et préposés toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat. Ils peuvent en outre faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec le respect de la réglementation, des statuts ou des obligations de l'intercommunale;

b) tout commissaire du Gouvernement dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre son recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, au décret, aux statuts ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance;

c) les commissaires exercent leur recours auprès du Gouvernement. Si, dans un délai de trente jours du recours, le Gouvernement wallon ne s'est pas prononcé, la décision est définitive. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement à l'intercommunale.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 35. Sont abrogés :

1. le décret du 5 novembre 1987 relatif aux intercommunales dont le ressort ne dépasse pas les limites de la Région wallonne;

2. la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, à l'exception de ses articles 8, alinéas 2 et 3, en tant qu'il s'applique à une commune qui déciderait de confier, pour l'ensemble de son territoire, un objet d'intérêt communal à une seule régie, 26, 27 et 28, alinéa 1^{er}.

Art. 36. § 1^{er}. En ce qui concerne les intercommunales constituées avant la parution du présent décret au *Moniteur belge* :

1. leurs statuts sont mis en concordance avec les dispositions de celui-ci pour le 1^{er} juillet 1997 au plus tard;

2. les articles 18, § 2, 20, alinéa 3, et 22, § 2, sont d'application le 1^{er} juillet 1998 au plus tard.

§ 2. Le tribunal de première instance du siège de l'intercommunale peut prononcer, à la requête soit d'un associé, soit d'un tiers intéressé, soit de l'autorité administrative ayant le contrôle de l'intercommunale dans ses attributions, la dissolution de toute intercommunale qui n'aurait pas modifié ses statuts dans le délai prévu au paragraphe précédent.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 décembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 97/27060]

5. DEZEMBER 1996 — Dekret über die wallonischen Interkommunalen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — Einleitende Bestimmungen

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf die Interkommunalen, deren Wirkungsgebiet die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet.

KAPITEL II. — Art und Zusammensetzung der wallonischen Interkommunalen

Art. 2 - Unter den im vorliegenden Dekret vorgesehenen Bedingungen können verschiedene Gemeinden Vereinigungen mit bestimmten Gemeindefürsorgeinteressen bilden. Diese Vereinigungen werden weiter unten Interkommunalen genannt.

(1) Sitzung 1996-1997:

Dokumente des Rates 167 (1995-1996). Nrn. 1 bis 34

Ausführliches Sitzungsprotokoll. Öffentliche Sitzung vom 6. November 1996. Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. Öffentliche Sitzung vom 12. November 1996. Diskussion. — Abstimmung.

Art. 3 - Alle anderen Personen des öffentlichen oder privaten Rechts dürfen den Interkommunalen ebenfalls angehören. Unbeschadet bestehender Mitgliedschaften wird jede Beteiligung der Wallonischen Region an einer Interkommunale durch Dekret genehmigt und festgelegt.

Art. 4 - Die Interkommunalen nehmen entweder die Rechtsform der Aktiengesellschaft oder die der Genossenschaft mit beschränkter Haftung oder aber die der Vereinigung ohne Erwerbszweck an.

Auf die Interkommunalen finden entweder die Gesetze über die Handelsgesellschaften oder diejenigen über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck entsprechende Anwendung, sofern die Statuten wegen der besonderen Art der Vereinigung von den besagten Gesetzen nicht abweichen.

Auf keinen Fall dürfen die Interkommunalen, die die Form einer Vereinigung ohne Erwerbszweck angenommen haben, industrielle Geschäfte oder Handelsgeschäfte betreiben oder versuchen, ihren Mitgliedern einen materiellen Gewinn zu verschaffen.

Art. 5 - § 1. Die Interkommunalen erfüllen ungeachtet ihres Gesellschaftszwecks öffentliche Aufgaben und sind aus diesem Grunde juristische Personen des öffentlichen Rechts.

Sie haben keinen Handelscharakter.

§ 2. Als solche dürfen die Interkommunalen in eigenem Namen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken durchführen, Anleihen aufnehmen, unentgeltliche Zuwendungen annehmen und Zuschüsse von den öffentlichen Behörden empfangen. Alle Einlagen und alle Anschaffungen müssen für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks der Interkommunale verwendet werden.

§ 3. In allen Urkunden, Rechnungen, Ankündigungen, Veröffentlichungen und sonstigen von den Interkommunalen ausgehenden Unterlagen muß der Wortlaut "Interkommunale" unmittelbar vor oder nach dem Gesellschaftsnamen leserlich geschrieben werden.

§ 4. Was die Art der Interkommunale auch sein mag, ihr öffentlicher Charakter überwiegt sowohl in ihren Verhältnissen mit ihren Gesellschaftern, mit ihren Bediensteten oder mit jedem Dritten als auch in allen internen oder externen Mitteilungen.

In allen Fällen wird die Interkommunale ihre eigene Bezeichnung und eventuell ihr Abkürzungszeichen verwenden.

§ 5. Das Personal der Interkommunale ist einem statutarischen und/oder vertraglichen System unterworfen.

Art. 6 - Die Statuten der Interkommunale übernehmen die besonderen, durch vorliegendes Dekret oder, je nach Fall, durch die Gesetzgebung über die Handelsgesellschaften oder die Vereinigungen ohne Erwerbszweck auferlegten Bestimmungen und erwähnen mindestens:

1. ihre Bezeichnung;
2. ihre(n) Gesellschaftszweck(e);
3. den oder die Tätigkeitsbereich(e);
4. ihre Rechtsform;
5. ihren Gesellschaftssitz;
6. ihre Existenzdauer;
7. die genaue Bezeichnung der Gesellschafter, ihrer Anteile und ihrer Verpflichtungen;
8. die Zusammensetzung und die Befugnisse der Verwaltungs- und Kontrollorgane der Interkommunale, die Art und Weise der Benennung und Absetzung ihrer Mitglieder sowie die Möglichkeit für letztere, mit Ausnahme der Generalversammlungsbeauftragten, Vollmacht zu erteilen an ein anderes Mitglied desselben Organs, das aus der Mitte der Kategorie bestimmt wird, der der Vollmachtgeber angehört;
9. gegebenenfalls die objektiven Wägungskriterien zur Festlegung des Stimmrechts der Gemeindeglieder bei der Generalversammlung und zur Zusicherung der richtigen Vertretung im Verwaltungsrat, im Kollegium der Kommissare und im Aufsichtsausschuß der Gemeindeglieder;
10. die Art und Weise, wie die Jahresabrechnung, der Bericht des Kollegiums der Kommissare und des Kommissar-Revisors, der spezifische Bericht über die Beteiligungen, der Verwaltungsbericht der Interkommunale, der strategische Plan über das folgende Geschäftsjahr sowie alle anderen für die Generalversammlung bestimmten Dokumente den Gesellschaftern mitgeteilt werden;
11. die Verwendung der eventuellen Gewinne;
12. die Modalitäten der Kassenführung;
13. die Ausscheidungsmodalitäten eines Gesellschafters;
14. den Liquidationsmodus, die Art und Weise, wie die Liquidatoren bestellt werden, die Festlegung ihrer Befugnisse und unbeschadet des Artikels 30, im Falle der Auflösung der Gesellschaft, die Bestimmung der Güter und das Los des Personals.

Bei der Gründung der Interkommunale wird jedem gründenden Gesellschafter ein Finanzplan, in dem der Betrag des Gesellschaftskapitals begründet wird, zugesandt. Dieser Plan wird beim Gesellschaftssitz der Interkommunale aufbewahrt.

Art. 7 - Der Gesellschaftssitz der Interkommunale befindet sich in einer der angeschlossenen Gemeinden, in Räumlichkeiten, die der Interkommunale oder einer der angeschlossenen Personen des öffentlichen Rechts gehören.

Art. 8 - Die Existenzdauer der Interkommunale darf dreißig Jahre nicht überschreiten.

Die Interkommunale darf allerdings um eine oder mehrere Fristen verlängert werden, von denen keine eine Dauer von dreißig Jahren überschreiten darf. Jede Verlängerung muß durch die Generalversammlung mindestens ein Jahr vor dem Ablauf der in den Statuten festgelegten, laufenden Frist beschlossen werden. Die Verlängerung wird erlangt, wenn die betroffenen Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialräte dazu verpflichtet worden sind, über sie zu beraten, und sofern das Gesuch um Verlängerung die für die Annahme der Statutenänderungen erforderliche Mehrheit erhält.

Kein Gesellschafter darf jedoch durch eine Frist gebunden werden, die über das hinausgeht, was vor Eintreten der Verlängerung beschlossen worden war.

Die Interkommunale darf für eine ihre Existenzdauer überschreitende Frist keine Verpflichtungen eingehen, die die Ausübung durch einen Gesellschafter des Rechts, sich an der Verlängerung nicht zu beteiligen, schwerer und teurer machen würden.

Die Gesellschafter sind nicht gesamtschuldnerisch. Sie haften für die gesellschaftlichen Verpflichtungen nur im Verhältnis zum Betrag ihrer Zeichnungen.

Art. 9 - § 1. Die Statuten können die Möglichkeit für eine Gemeinde vorsehen, vor Ablauf der Existenzdauer der Interkommunale aus ihr auszutreten.

§ 2. Auf jeden Fall darf jeder Gesellschafter in den folgenden Fällen austreten:

1. je nach Fall, nach fünfzehn Jahren ab dem Anfang der laufenden, in den Statuten festgelegten Frist oder seiner Mitgliedschaft, und zwar mit dem Beifall von zwei Dritteln der Stimmen, die von den anderen Gesellschaftern abgegeben werden, vorausgesetzt daß die positiven Stimmen die Mehrheit der von den Vertretern der angeschlossenen Gemeinden abgegebenen Stimmen umfassen und unter Vorbehalt, daß derjenige, der austritt, den Schaden ersetzt, den sein Ausscheiden nach Schätzung von Sachkundigen der Interkommunale und den anderen Gesellschaftern zufügt;

2. wenn eine selbe im Sinne von Artikel 2 die Gemeindeinteressen angehende Aktivität in einer selben Gemeinde verschiedenen Interkommunalen, Regien oder öffentlichen Einrichtungen anvertraut wird, darf die Gemeinde den Beschluß fassen, diese Aktivität für ihr gesamtes Gebiet einer einzigen Interkommunale oder einer einzigen betroffenen öffentlichen Einrichtung anzuvertrauen. In der im vorangehenden Absatz beschriebenen Annahme, die ungeachtet aller statutengemäßen Bestimmungen erfolgt, ist keine Wahl erforderlich. Nur die im Punkt 1 festgelegten Bedingungen über den Ersatz eines eventuellen Schadens finden Anwendung;

3. wenn die Interkommunale innerhalb einer Frist von drei Jahren ab ihrer Gründung der Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks nicht nachkommt, kann der Gesellschafter einseitig seinen Austritt beschließen.

Art. 10 - Die der Interkommunale angeschlossenen Personen öffentlichen Rechts dürfen sich nur getrennt und bis zu einer bestimmten Summe verpflichten.

Bezüglich jeder Statutenänderung, die für die Gemeinden und gegebenenfalls die Provinzen zusätzliche Verpflichtungen oder eine Minderung ihrer Rechte mit sich bringt, müssen die Gemeinderäte und gegebenenfalls Provinzialräte in den Stand gesetzt werden, darüber zu beraten.

KAPITEL III. — Organe der wallonischen Interkommunalen

Abschnitt I. — Allgemeine Bestimmungen

Art. 11 - Jede Interkommunale umfaßt drei Organe: eine Generalversammlung, einen Verwaltungsrat und ein Kollegium der Kommissare.

Art. 12 - Was das Verhältnis der Anteile der verschiedenen Parteien zur Bildung des Gesellschafts- oder Grundkapitals auch sein mag, die Gemeinden verfügen immer über die Mehrheit der Stimmen und über den Vorsitz in den verschiedenen Verwaltungs- und Kontrollorganen der Interkommunale.

Art. 13 - Die Beschlüsse aller Organe der Interkommunale sind nur dann gültig, wenn sie außer der Mehrheit der abgegebenen Stimmen auch die Stimmenmehrheit der in diesen Organen anwesenden oder vertretenen Gemeindegesschafter erhalten haben.

Die Statuten können Bestimmungen vorsehen, die unter Beachtung der Wahl- und Vortrittsmodalitäten im Sinne des vorangehenden Absatzes und des Artikels 12 den Schutz der Belange der Gesellschafter gewährleisten, die einer Minderheit angehören.

Abschnitt II. — Generalversammlung

Art. 14 - Die Vertreter der angeschlossenen Gemeinden in der Generalversammlung werden durch den Gemeinderat jeder Gemeinde unter den Ratsmitgliedern, dem Bürgermeister und den Schöffen im Verhältnis zur Zusammensetzung des genannten Rates bezeichnet.

Die Anzahl der Vertreter jeder Gemeinde ist auf fünf festgesetzt, worunter mindestens drei die Mehrheit des Gemeinderats vertreten.

Im Falle der Beteiligung einer Provinz wird die Vertretung der angeschlossenen Provinz(en) in der Generalversammlung *mutatis mutandis* bestimmt.

Art. 15 - § 1. Jede Gemeinde verfügt in der Generalversammlung über ein Stimmrecht, das durch die in Artikel 6 9° erwähnten statutengemäßen Kriterien oder notfalls durch die Anzahl Anteile, über die sie verfügt, bestimmt wird.

Sobald der Rat, dem sie angehören, einen Beschluß gefaßt hat, berichten die Vertreter jeder Gemeinde und gegebenenfalls jeder Provinz ihn unverändert vor der Generalversammlung.

Was die Genehmigung der Jahresabrechnung und die Abstimmung der Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder, der Kommissare und der Kommissar-Revisionen betrifft, berichten sie jedoch über das Verhältnis der in ihrem Rat abgegebenen Stimmen.

In Ermangelung eines Beschlusses des Gemeinde- oder gegebenenfalls Provinzialrats verfügt jeder Vertreter über ein Stimmrecht, das dem Fünftel der dem Gemeinde- oder gegebenenfalls Provinzialgesellschaften, den er vertritt, zugeteilten Anteile entspricht.

§ 2. Alle Statutenänderungen sowie alle Beschlüsse bezüglich der Ausschließung von Gesellschaftern verlangen die Zweidrittelmehrheit der Stimmen der bei der Generalversammlung anwesenden Mitglieder, wobei die Zweidrittelmehrheit der von Vertretern der Gemeindegesschafter abgegebenen Stimmen ebenfalls erreicht werden muß.

Art. 16 - § 1. Der Verwaltungsrat muß jährlich mindestens zwei Generalversammlungen gemäß den in den Statuten festgelegten Modalitäten einberufen.

Im übrigen muß die Generalversammlung als außerordentliche Sitzung einberufen werden, wenn ein Drittel der Mitglieder des Verwaltungsrates oder des Kollegiums der Kommissare, oder der Kommissar-Revisor oder Gesellschafter, die mindestens ein Fünftel des Kapitals vertreten, dies beantragen.

Die Einberufungsschreiben zu jeder Generalversammlung beinhalten die Tagesordnung sowie alle im Zusammenhang mit dieser stehenden Dokumente. Sie müssen allen Gesellschaftern mindestens dreißig Tage vor dem Sitzungstermin zugesandt werden.

Die Mitglieder der beteiligten Gemeinde- oder Provinzialräte dürfen als Beobachter den Sitzungen beiwohnen, außer wenn es sich um Personensachen handelt. In diesem Fall schließt der Vorsitzende die Öffentlichkeit aus, und die Sitzung darf nur dann in der Öffentlichkeit weitergeführt werden, wenn die Besprechung über diese Frage geschlossen ist.

Spezifische, durch die Generalversammlung erlassene Bestimmungen legen die Bedingungen zur Einsichtnahme in die Beschlüsse des Verwaltungsrates und des Kollegiums der Kommissare durch die Mitglieder der Räte der angeschlossenen Gemeinden oder gegebenenfalls Provinzen fest.

§ 2. Die erste Generalversammlung des Geschäftsjahres wird im Laufe des ersten Semesters und spätestens am 30. Juni abgehalten. Auf ihrer Tagesordnung muß unbedingt die Genehmigung der Jahresabrechnung des abgeschlossenen Geschäftsjahres stehen; diese muß eine analytische Betriebsbuchführung pro Tätigkeitsbereich enthalten.

Sie hört den Geschäftsbericht und den in Artikel 27 vorgesehenen spezifischen Bericht des Verwaltungsrates, die Berichte des Kollegiums der Kommissare und des Kommissar-Revisors an und billigt die Bilanz.

Nach der Billigung der Bilanz nimmt diese Generalversammlung durch eine getrennte Stimmabgabe zu der Entlastung der Mitglieder und der Kommissare Stellung. Diese Entlastung gilt nur dann, wenn die Bilanz weder ungeklärte Beträge, noch falsche, den tatsächlichen Zustand der Gesellschaft verbergende Angaben enthält. Was die außerhalb der Statuten vorgenommenen Akten betrifft, gilt die Entlastung nur dann, wenn diese im Einberufungsschreiben besonders erwähnt worden sind.

§ 3. Die zweite Generalversammlung des Geschäftsjahres wird während des zweiten Semesters und spätestens am 31. Dezember abgehalten.

Auf ihrer Tagesordnung muß unbedingt die Genehmigung eines strategischen Plans stehen, in dem jeder Tätigkeitsbereich identifiziert und insbesondere eine Finanzvorschau für das folgende Geschäftsjahr angegeben wird. Dieser Plan wird vorher vom Verwaltungsrat erlassen und an die angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls Provinzen gerichtet.

Art. 17 - Ungeachtet aller anderen statutengemäßen Bestimmungen ist nur die Generalversammlung zuständig für:

1. die Genehmigung der Jahresabrechnung und die den Verwaltern, den Kommissaren und Kommissar-Revisoren zu erteilende Entlastung;
2. die Genehmigung des jährlichen strategischen Plans;
3. die Ernennung und die Absetzung der Verwalter, der Kommissare und der Kommissar-Revisoren;
4. die Festlegung der Dienstzulagen und Anwesenheitsvergütungen, die den Verwaltern, den Kommissaren und möglicherweise den Mitgliedern der beschränkten Verwaltungsorgane gewährt werden, sowie die Bezüge des Kommissar-Revisors;
5. die Ernennung der Liquidatoren, die Festlegung ihrer Befugnisse und ihrer Bezüge;
6. den Rücktritt und die Ausschließung von Gesellschaftern;
7. die Statutenänderungen, außer wenn die Generalversammlung dem Verwaltungsrat die Befugnisse einräumt, die Anhänge bezüglich der Liste der Gesellschafter und der technischen Bedingungen sowie der Betriebsbedingungen anzupassen;
8. die Bezeichnung der Aufsichtsausschußmitglieder, wenn es welche gibt.

Abschnitt III. -- Verwaltungsrat

Art. 18 - § 1. Die Generalversammlung ernennt die Mitglieder des Verwaltungsrates.

§ 2. Die die angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls angeschlossenen Provinzen vertretenden Verwalter werden jeweils im Verhältnis zur Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls allen Provinzialräten der angeschlossenen Provinzen gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches ernannt. Für die Festsetzung dieses Verhältnisses werden die in den Statuten festgelegten Wägungskriterien im Sinne von Artikel 6 9° berücksichtigt.

Wenn die Gemeinderatsmitglieder auf einer Liste ohne gemeinsame Ordnungsnummer aufgrund des Artikels 22bis des Gemeindewahlgesetzes vom 4. August 1932 gewählt worden sind, werden eventuelle, individuelle Verbindungserklärungen zu einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer, sowie sie durch den Gemeinderat festgelegt worden sind, für die Festsetzung des Verhältnisses für jede angeschlossene Gemeinde berücksichtigt.

Die Verbindung zu einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer ist nur dann möglich, wenn diese Liste als solche bei den Gemeindewahlen in dieser Gemeinde nicht vorgestellt worden ist. Diese Listenverbindung findet auf alle Interkommunalen, deren Gemeinde Mitglied ist, gleichmäßige Anwendung.

In die für die angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls Provinzen vorbehaltenen Verwaltungsämter dürfen nur Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialratsmitglieder ernannt werden.

Der vorliegende Absatz findet auf die die angeschlossenen ÖSHZ vertretenden Verwalter *mutatis mutandis* Anwendung.

§ 3. Beim Eintritt eines neuen Gesellschafters wird die Zusammensetzung des Verwaltungsrates neu festgelegt, gegebenenfalls im Laufe der nächsten Generalversammlung.

§ 4. Dem Verwaltungsrat können ein oder mehrere Personalvertreter angehören, die mit beratender Stimme sitzen.

Art. 19 - Jedes Jahr stellen die Verwalter ein Inventar und eine Jahresabrechnung für jeden Tätigkeitsbereich sowie eine konsolidierte Jahresabrechnung auf. Die Jahresabrechnung enthält die Bilanz, die Erfolgsrechnung und den Anhang, die insgesamt ein Ganzes bilden.

Diese Dokumente werden gemäß dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und Jahresabrechnung der Unternehmen und seinen Durchführungserlassen abgefaßt.

Außerdem arbeiten die Verwalter einen Bericht aus, in dem sie ihre Verwaltung erklären.

Dieser Verwaltungsbericht enthält ein Kommentar zur Jahresabrechnung zur genauen Erklärung der Entwicklung der Geschäfte und der Gesellschaftslage. Der Bericht enthält auch Angaben bezüglich der nach dem Abschluß des Rechnungsjahres eingetretenen Ereignisse.

Die Verwalter erlassen den in Artikel 16 § 3 vorgesehenen strategischen Plan und den in Artikel 27 vorgesehenen spezifischen Bericht über die Beteiligungen.

Der Verwaltungsrat der Interkommunale überreicht den Kommissaren die Dokumente und den Verwaltungsbericht mindestens vierzig Tage vor der ordentlichen Generalversammlung, um ihnen zu ermöglichen, die in Artikel 16 § 2 vorgesehenen Berichte aufzustellen.

Abschnitt IV. — Kollegium der Kommissare

Art. 20 - Das Kollegium der Kommissare ist mit der Beaufsichtigung der Interkommunale beauftragt. Seine Mitglieder werden von der Generalversammlung ernannt. Es besteht aus mindestens einem Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren; ein zusätzlicher Kommissar, Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren, darf auf Vorschlag von Vertretern, die Inhaber von wenigstens einem Viertel der den angeschlossenen Gemeinden gehörenden Anteile sind, ernannt werden.

Die Kommissare, die nicht Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren sind, werden von der Generalversammlung jeweils im Verhältnis zur Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls zur Gesamtheit der Provinzialräte der angeschlossenen Provinzen gemäß Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches und Artikel 18, § 2 ernannt.

In die für die angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls Provinzen vorbehaltenen Kommissarämter dürfen nur Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialratsmitglieder ernannt werden.

Abschnitt V. — Verbote und Unvereinbarkeiten

Art. 21 - Keiner darf innerhalb der Interkommunale eine der angeschlossenen Verwaltungsbehörden vertreten, wenn er Mitglied eines der Organe der Gesellschaft, die die Geschäftsführung oder die Konzession der Tätigkeit des Unternehmens innehat, für die die Interkommunale gegründet worden ist.

Art. 22 - § 1. Jedem Verwalter einer Interkommunale wird es untersagt:

1. bei der Beratung über Angelegenheiten anwesend zu sein, an denen er ein direktes Interesse hat oder an denen seine Bluts- oder Anverwandten bis zum vierten Grad ein persönliches und direktes Interesse haben;
2. sich direkt oder indirekt an Geschäften zu beteiligen, die mit der Interkommunale abgeschlossen werden;
3. sich als Rechtsanwalt, Notar oder Geschäftsmann in Gerichtsprozesse einzuschalten, die gegen die Interkommunale geführt werden. In derselben Eigenschaft ist es ihm untersagt, im Interesse der Interkommunale eine Sache vor Gericht zu vertreten, Stellungnahmen abzugeben oder in irgendeiner Streitsache aufzutreten.

Das in Absatz 1^o erwähnte Verbot geht nicht über die Bluts- und Anverwandten bis zum zweiten Grad hinaus, wenn es sich um Vorstellungen von Kandidaten, Ernennungen, Absetzungen oder vorläufige Amtsenthebungen handelt.

§ 2. Jedem Gemeinde- oder Provinzialratsmitglied ist es untersagt, mehr als drei ausführende Mandate in den Interkommunalen, an denen seine Gemeinde oder Provinz angeschlossen ist, auszuüben. Unter ausführendes Mandat versteht man jedes Mandat, mittels dessen seinem Inhaber Entscheidungsbefugnisse eingeräumt werden oder das im Rahmen eines beschränkten Verwaltungsorgans ausgeübt wird.

§ 3. Keiner darf in die für die angeschlossenen Verwaltungsbehörden vorbehaltenen Verwalter- oder Kommissarämter ernannt werden, wenn dieser ein Mandat in den Verwaltungs- und Kontrollorganen einer Vereinigung privaten Rechts ausübt, die eine ähnliche Tätigkeit zur Aufgabe hat, und die, was ihn betrifft, einen direkten und ständigen Konflikt auslösen könnte.

§ 4. Das Mandat von Kommissar-Revisor darf keinem Mitglied der angeschlossenen Gemeinde- und Provinzialräte erteilt werden.

§ 5. Kein Gemeinderatsmitglied, kein Schöffe, kein Bürgermeister einer angeschlossenen Gemeinde darf Verwalter einer Interkommunale sein, wenn er dieser als Mitglied des Personals angehört.

Abschnitt VI. — Arbeitsmodalitäten

Art. 23 - Jedes Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialratsmitglied, das in dieser Eigenschaft ein Mandat in einer Interkommunale ausübt, gilt als völlig rechtmäßig ausgeschieden, sobald es diesem Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialrat nicht mehr angehört.

Alle Mandate in den verschiedenen Organen der Interkommunale laufen unmittelbar nach der ersten Generalversammlung ab, die auf die Erneuerung der Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialräte folgt.

Art. 24 - Der Verwaltungsrat darf auf eigene Verantwortung einen Teil seiner Befugnisse auf ein oder mehrere beschränkte Verwaltungsorgane übertragen.

Die beschränkten Verwaltungsorgane gehen vom Verwaltungsrat aus. Sie dürfen nur aus Verwaltern bestehen. Artikel 12 und 13 Absatz 1, finden auf sie Anwendung.

In gehörig begründeten, dringenden Fällen darf das beschränkte Verwaltungsorgan jede für die Wahrnehmung der Interessen der Interkommunale notwendige Entscheidung treffen, auch wenn diese die Grenzen der ordentlichen Verwaltung überschreitet, die dem Organ aufgrund des Absatzes 1 erteilt wird. Diese Entscheidung wird vom Verwaltungsrat bei der nächsten Versammlung bestätigt.

Art. 25. - § 1. Die Generalversammlung darf den Mitgliedern des Verwaltungsrats und des Kollegiums der Kommissare, außer dem oder den Kommissar-Revisor(en) Anwesenheitsvergütungen für jede Sitzung bewilligen, der das Mitglied tatsächlich beigewohnt hat.

Sie darf auch den Mitgliedern des beschränkten Verwaltungsorgans die gleichen Anwesenheitsvergütungen für jede Sitzung bewilligen, der das Mitglied tatsächlich beigewohnt hat.

Die Mitglieder, die mehreren am selben Tag abgehaltenen Sitzungen desselben Organs derselben Interkommunale beiwohnen, sind nur zu einer einzigen Anwesenheitsvergütung berechtigt.

§ 2. Die Generalversammlung darf den Verwaltern, die einen Durchführungs- oder Tagesverwaltungsauftrag ausüben, anstatt Anwesenheitsvergütungen eine Dienstzulage bewilligen.

Sie darf auch dem Vorsitzenden des Kollegiums der Kommissare eine Dienstzulage bewilligen.

Art. 26 - Wenn ein Provinzialgesellschafter Anteile einbringt, die die Hälfte des Kapitals der Interkommunale außer der bevorrechtigten Anteile übersteigen, dann können die Statuten in Abweichung von Artikel 12 vorsehen, daß:

1. die Mehrheit der Stimmen in den Verwaltungs- und Kontrollorganen der Provinz gehört.

In diesem Fall und unbeschadet der Anwendung von Artikel 13 sind die Beschlüsse der Generalversammlung, des Verwaltungsrats, des Kollegiums der Kommissare und der beschränkten Verwaltungsorgane nur dann gültig, wenn sie die Stimmenmehrheit der in diesen Organen anwesenden oder vertretenen Provinzialgesellschafter erhalten haben;

2. der Vorsitz des Verwaltungsrates und des Kollegiums der Kommissare einem Mitglied des Provinzialrates anvertraut wird. In dieser Annahme dürfen die eventuellen Mandate von stellvertretendem Vorsitzenden nicht den Vertretern dieses Provinzialgesellschafters erteilt werden.

§ 2. Wenn der Provinzialgesellschaftler für mehr als die Hälfte der durch die Interkommunale aufgenommenen Anleihen bürgt, und insofern der Gesamtbetrag der genannten Anleihen mindestens die Hälfte ihres Kapitals erreicht, können die Statuten in Abweichung von Artikel 12 vorsehen, daß der Vorsitz des Verwaltungsrates einem Mitglied des Provinzialrates anvertraut wird. In dieser Annahme dürfen die eventuellen Mandate von stellvertretendem Vorsitzenden nicht den Vertretern dieses Provinzialgesellschafters erteilt werden.

KAPITEL IV. — Beteiligungen

Art. 27 - Die Interkommunale dürfen sich am Kapital irgendwelcher Gesellschaft beteiligen, wenn diese geeignet sind, zur Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks beizutragen.

Jede Beteiligung am Kapital einer Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat beschlossen; ein spezifischer Bericht über diese Beschlüsse wird der Generalversammlung gemäß Artikel 16 § 2 vorgestellt.

Wenn die Beteiligung an einer Gesellschaft mindestens einem Zehntel ihres Kapitals oder mindestens einem Fünftel des Eigenkapitals der Interkommunale entspricht, muß die Beteiligung allerdings durch die Generalversammlung mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Stimmen beschlossen werden, wobei die einfache Mehrheit der durch die Vertreter der angeschlossenen Gemeindegesschafter abgegebenen Stimmen erreicht werden muß.

Art. 28 - Im Falle einer Beteiligung am Kapital einer Gesellschaft wird innerhalb der Interkommunale ein Aufsichtsausschuß gebildet, der mit der Aufsicht der Beteiligungen der Interkommunale am Kapital von Gesellschaften beauftragt wird.

Er berichtet jährlich über seine Aufgabe vor der Generalversammlung bei der Vorstellung des in Artikel 27 vorgesehenen spezifischen Berichts und vor den Gemeinderäten auf deren Antrag hin.

Der Aufsichtsausschuß umfaßt fünf durch die Generalversammlung im Verhältnis zur Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches und Artikel 18 § 2 ernannte Mitglieder.

KAPITEL V. — Auflösung und Liquidation der Interkommunale

Art. 29 - Die Generalversammlung darf die Auflösung der Interkommunale vor Ablauf der in den Statuten festgelegten Frist nur mit der Zweidrittelmehrheit der durch die Vertreter der Gemeindegesschafter abgegebenen Stimmen verkünden, nachdem die Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden dazu aufgerufen worden sind, diese Frage zu besprechen.

Im Falle der Anwendung von Artikel 26 darf die Generalversammlung die Auflösung der Gesellschaft nur mit der Zweidrittelmehrheit der durch die Vertreter des oder der Provinzialgesellschaftler(s) abgegebenen Stimmen verkünden, nachdem der oder die angeschlossenen Provinzialräte dazu gebracht worden sind, diese Frage zu besprechen.

Art. 30 - Im Falle der frühzeitigen Auflösung oder bei Nichtverlängerung bzw. beim Austritt aus der Interkommunale ist jede Gemeinde oder Vereinigung, die die vorher der Interkommunale anvertraute Tätigkeit ganz oder teilweise weiter ausübt, dazu verpflichtet, nach Sachverständigengutachten die auf ihrem Gebiet liegenden Anlagen oder Einrichtungen, die zur ausschließlichen Verwirklichung des sie angehenden gesellschaftlichen Zwecks bestimmt sind, zusammen mit dem Personal der Interkommunale zu übernehmen, das zur Ausübung der übernommenen Tätigkeit eingesetzt ist, und zwar auf eine Art und Weise, die zwischen den Parteien ausgemacht werden muß. Die Güter kommen der Gemeinde jedoch kostenlos wieder zu, soweit sie von ihr selbst oder mit Hilfe von Subsidien anderer öffentlichen Verwaltungen finanziert wurden, oder sobald diese auf dem Gebiet der Interkommunale liegenden und durch diese letztere zur Benutzung der Gemeinde eingesetzten Güter ganz getilgt worden sind; über die Bestimmung der gemeinschaftlich benutzten Anlagen und Einrichtungen sowie über die damit zusammenhängenden Lasten wird zwischen den Parteien eine Vereinbarung getroffen.

Die ausscheidende Gemeinde hat ungeachtet aller anderslautenden statutengemäßen Bestimmungen das Recht, ihren Anteil in der Interkommunale zu bekommen, so wie sich dieser aus der Bilanz des Geschäftsjahres ergibt, im Laufe dessen die Ausscheidung sich wirklich vollzieht.

Die Übernahme der Tätigkeit der Interkommunale durch die Gemeinde oder durch eine andere Vereinigung beginnt erst ab dem Augenblick, wo alle der Interkommunale geschuldeten Beträge tatsächlich an letztere gezahlt worden sind, wobei die Tätigkeit in der Zwischenzeit durch die Interkommunale selbst fortgesetzt wird.

KAPITEL VI. — Verschiedene Bestimmungen

Art. 31 - § 1. Die Bücher der Interkommunale werden gemäß der Gesetzgebung über die Buchhaltung der Unternehmen geführt.

Gemäß Artikel 77 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften, werden die Jahresabrechnung, der Bericht des Kollegiums der Kommissare sowie der des Kommissar-Revisors, der spezifische Bericht über die Beteiligungen, der strategische Plan über das folgende Geschäftsjahr sowie der Verwaltungsbericht der Interkommunale und der Vereinigungen oder Gesellschaften, an denen sie beteiligt ist, jedes Jahr allen Gemeinde- und Provinzialratsmitgliedern der angeschlossenen Gemeinden und Provinzen, sowie den Gesellschaftern zugesandt, damit eine Debatte in jedem Rat oder in jedem zu diesem Zweck organisierten Sonderausschuß eröffnet wird.

§ 2. Jede Interkommunale ist verpflichtet, über eigene Barmittel zu verfügen, deren Führung gemäß den in den Statuten festgesetzten Modalitäten bestimmt wird.

Die Modalitäten der Finanzkontrolle werden durch den Verwaltungsrat erlassen, der den Verantwortlichen für die Zahlungs- und Inkassoverwaltung ernannt.

Art. 32 - Die Interkommunale dürfen untereinander und mit den Gemeinden Abkommen von bestimmter Dauer treffen, die sich auf genau festgelegte Lieferungen und Dienstleistungen beziehen, die zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks beitragen.

Art. 33 - Die Wallonische Region darf den Interkommunale ein Steuersystem für die regionalen Angelegenheiten auferlegen.

Art. 34 - Was die interkommunale Vereinigung zur Betreibung der Rundstrecke von Spa-Francorchamps betrifft:

1. gehört in Abweichung von Artikeln 12 und 26 die Mehrheit der Stimmen in den Verwaltungs- und Kontrollorganen gemeinsam der Wallonischen Region, der Provinz von Lüttich und den angeschlossenen Gemeinden und wird gleichmäßig unter ihnen aufgeteilt;

2. werden die Beschlüsse der Verwaltungsorgane der Kontrolle zweier von der Wallonischen Regierung ernannten und abgesetzten Kommissare unterworfen und zwar nach den folgenden Modalitäten:

a) die Kommissare der Regierung wohnen den Sitzungen der Verwaltungsorgane mit beratender Stimme bei. Sie dürfen zu jeder Zeit in die Bücher, in die Post, in die Protokolle und allgemein gesprochen in alle Unterlagen und Urkunden der Interkommunale Einsicht nehmen, ohne dabei ihren Arbeitsort verlagern zu müssen. Sie dürfen von allen Verwaltern, Beamten und Bediensteten alle Erklärungen oder Informationen verlangen und alle Prüfungen vornehmen, die sie für die Ausübung des Mandats als notwendig halten. Sie dürfen auch in die Tagesordnung des Verwaltungsrates alle in Verbindung mit der Einhaltung der Vorschriften, der Statuten oder der Verpflichtungen der Interkommunale stehenden Fragen aufnehmen lassen;

b) jeder Kommissar der Regierung verfügt über eine Frist von vier vollen Tagen, um einen Einspruch gegen die Ausführung eines gesetz-, dekret-, statutenwidrigen oder einen gegen die öffentliche Ordnung verstoßenden Beschlusses einzulegen. Der Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung. Diese Frist läuft ab dem Tag der Sitzung, bei der der Beschluß gefaßt worden ist, unter der Voraussetzung, daß der Kommissar der Regierung zu dieser Sitzung regelmäßig geladen wurde, und andernfalls ab dem Tag, an dem er von diesem Beschluß Kenntnis genommen hat;

c) die Kommissare legen ihren Einspruch bei der Regierung ein. Wenn die Regierung im Laufe einer Frist von dreißig Tagen nicht Stellung genommen hat, gilt der Beschluß als endgültig. Die Aufhebung des Beschlusses wird durch die Regierung an die Interkommunale mitgeteilt.

KAPITEL VII. — *Schlußbestimmungen*

Art. 35 - Werden aufgehoben:

1. das Dekret vom 5. November 1987 über die Interkommunalen, deren Gebiet die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet;

2. das Gesetz vom 22. Dezember 1986 über die Interkommunalen, mit Ausnahme von Artikel 8 Absätze 2 und 3, wenn er auf eine Gemeinde Anwendung findet, die für ihr Gesamtgebiet einem einzigen Regiebetrieb einen Gemeindezweck übertragen würde, sowie mit Ausnahme von Artikel 26 27 und 28 Absatz 1.

Art. 36 - § 1. Was die vor der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* angeschlossenen Interkommunalen betrifft:

1. werden ihre Statuten mit den Bestimmungen dieses Dekrets spätestens am 1. Juli 1997 in Einklang gebracht;

2. finden Artikel 18 § 2 Absatz 3 und 22 § 2 spätestens am 1. Juli 1998 Anwendung.

§ 2. Auf den Antrag eines Gesellschafters, eines betroffenen Dritten oder der Verwaltungsbehörde, in deren Zuständigkeit die Kontrolle der Interkommunale fällt, kann das Gericht erster Instanz, das für das Gebiet zuständig ist, in dem die Interkommunale ihren Sitz hat, die Auflösung jeglicher Interkommunale verkünden, die ihre Statuten in der im obigen Absatz festgelegten Frist nicht abgeändert hätte.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Dezember 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 97/27060]

5 DECEMBER 1996. — Decreet betreffende de Waalse intercommunales (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de intercommunales waarvan het rechtsgebied binnen de grenzen van het Waalse Gewest ligt.

(1) Zitting 1996-1997:

Stukken van de Raad 167 (1995-1996), nrs 1 tot 34

Volledig verslag. Openbare vergadering van 6 november 1996. Bespreking.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 12 november 1996. Bespreking. — Stemming.

HOOFDSTUK II. — Aard en oprichting van de intercommunales

Art. 2. Verscheidene gemeenten kunnen gezamenlijk, onder de in dit decreet bedoelde voorwaarden, verenigen met welbepaalde doeleinden van gemeentelijk belang oprichten. Deze verenigingen worden hierna intercommunales genoemd.

Art. 3. Elke andere publiek- of privaatrechtelijke persoon mag eveneens deel uitmaken van de intercommunales. Onverminderd de bestaande aansluitingen wordt iedere deelneming van het Waalse Gewest in een intercommunale bij decreet toegelaten en vastgesteld.

Art. 4. De intercommunales nemen de rechtsvorm aan ofwel van naamloze vennootschap, ofwel van coöperatieve vennootschap, ofwel van vereniging zonder winstoogmerk.

De wetten betreffende de handelsvennootschappen en de verenigingen zonder winstoogmerk zijn, al naar gelang het geval, van toepassing op de intercommunales, voor zover de statuten er niet van afwijken wegens de bijzondere aard van de vereniging.

In geen geval mogen de intercommunales die de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk hebben aangenomen, rijverheids- of handelszaken drijven of trachten een stoffelijk voordeel aan hun leden te verschaffen.

Art. 5. § 1. Ongeacht hun doel vervullen de intercommunales openbare taken en zijn als zodanig publiekrechtelijke rechtspersonen.

Zij hebben geen handelskarakter.

§ 2. Als dusdanig mogen de intercommunales in eigen naam tot onteigeningen ten algemene nutte overgaan, leningen aangaan, giften aanvaarden en toelagen van de openbare overheden ontvangen. Iedere inbreng en iedere verwerving moeten voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van de intercommunale worden aangewend.

§ 3. In alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen en andere stukken uitgaande van de intercommunales moet de naam of de firma van de vennootschap onmiddellijk vóór of na het woord "intercommunale" leesbaar worden vermeld.

§ 4. Ongeacht de aard van de intercommunale is haar openbaar karakter doorslaggevend in de betrekkingen met haar vennoten, haar ambtenaren en iedere derde, alsmede in iedere interne of externe mededeling.

In al die gevallen zal de intercommunale gebruik maken van haar eigen naam en, eventueel, van haar letterwoord.

§ 5. Het personeel van de intercommunale is onderworpen aan een statutair en/of contractueel stelsel.

Art. 6. De statuten van de intercommunale nemen de bijzondere bepalingen over die bij dit decreet zijn opgelegd en, al naar gelang het geval, bij de wetgeving betreffende de handelsvennootschappen of de verenigingen zonder winstoogmerk, en vermelden ten minste :

1. haar naam;
2. haar doel of haar doeleinden;
3. de activiteitssector(en);
4. haar rechtsvorm;
5. haar maatschappelijke zetel;
6. haar duur;
7. de nauwkeurige aanwijzing van de vennoten, van hun inbrengen en van hun verbintenissen;
8. de samenstelling en de bevoegdheden van haar bestuurs- en controleorganen, de wijze van aanstelling en afzetting van hun leden, evenals de mogelijkheid voor dezen, met uitzondering van de afgevaardigden in de algemene vergaderingen, om volmacht te geven aan een ander lid van hetzelfde orgaan dat zal worden aangewezen binnen de categorie waartoe de volmachtgever behoort;
9. in voorkomend geval, de objectieve evenwichtscriteria om het stemrecht van de gemeentevennoten binnen de algemene vergadering vast te stellen en om een billijke vertegenwoordiging te waarborgen binnen de raad van bestuur, het college van commissarissen en het comité van toezicht van de gemeentevennoten;
10. de wijze waarop aan de vennoten mededeling gedaan wordt van de jaarrekening, het verslag van het college van commissarissen en van de commissaris-revisor, het bijzonder verslag over het verwerven van participaties, het jaarverslag van de intercommunale, het beleidsplan voor het volgende boekjaar, alsmede alle andere documenten die bestemd zijn voor de algemene vergadering;
11. de besteding van de eventuele winsten;
12. de wijze waarop de thesaurie wordt beheerd;
13. de wijze van uittreden van een vennoot;
14. de wijze van vereffening, de wijze waarop de vereffenaars worden aangesteld en de omschrijving dezer bevoegdheden en, onverminderd artikel 30, de bestemming van de goederen en het lot van het personeel in geval van ontbinding.

Bij de oprichting van de intercommunale wordt aan iedere medeoprichter een financieel plan bezorgd waarin het bedrag van het maatschappelijk kapitaal wordt gerechtvaardigd. Het wordt op de maatschappelijke zetel van de intercommunale bijgehouden.

Art. 7. De maatschappelijke zetel van de intercommunale is gevestigd in één van de aangesloten gemeenten, in lokalen die aan de intercommunale of aan één van de aangesloten publiekrechtelijke personen toebehoren.

Art. 8. De duur van de intercommunale mag dertig jaar niet overschrijden.

De intercommunale mag echter verlengd worden met één of meer termijnen waarvan geen enkele dertig jaar mag overschrijden. Over iedere verlenging moet minstens één jaar vóór het verstrijken van de lopende statutaire duur door de algemene vergadering beslist worden.

De verlenging is aangenomen voor zover de betrokken gemeenteraden en, in voorkomend geval, provincieraden erover hebben beraadslaagd en besloten, en voor zover deze verlengingsaanvraag de meerderheid verkrijgt die vereist is voor de goedkeuring van de statutaire wijzigingen.

Geen enkele vennoot mag evenwel worden gebonden door een termijn die verder reikt dan hetgeen was besloten vóór het ingaan van de verlenging.

De intercommunale mag geen verbintenissen aangaan voor een termijn die haar duur overschrijdt, waardoor het voor een vennoot moeilijker of bezwarender zou zijn om gebruik te maken van het recht om niet mee te doen aan de verlenging.

De vennoten zijn niet hoofdelijk aansprakelijk. Ze zijn gehouden tot nakoming van de maatschappelijke verbintenissen ten belope van hun inschrijvingen.

Art. 9. § 1. De statuten kunnen voorzien in de mogelijkheid voor een gemeente om uit de intercommunale te treden vóór het verstrijken van haar duur.

§ 2. Elke vennoot mag hoe dan ook onder de volgende voorwaarden uit de intercommunale treden :

1. na vijftien jaar te rekenen, volgens het geval, vanaf het begin van de lopende statutaire termijn of vanaf zijn aansluiting met de instemming van tweederde van de stemmen van de andere vennoten, voor zover de positieve stemmen de meerderheid omvatten van de stemmen uitgebracht door de vertegenwoordigers van de aangesloten gemeenten, en onder voorbehoud dat degene die uittreedt de schade vergoedt die zijn uitreding, naar schatting van deskundigen, aan de intercommunale en aan de andere vennoten berokkent;

2. indien dezelfde activiteit van gemeentelijk belang in de zin van artikel 2, in dezelfde gemeente aan verschillende intercommunales, regies of instellingen van openbaar nut wordt toevertrouwd, mag de gemeente beslissen die activiteit, voor haar gehele grondgebied, toe te vertrouwen aan één enkele intercommunale of aan één enkele belanghebbende gewestelijke instelling van openbaar nut. Indien de in het vorige lid bedoelde gevallen zich niettegenstaande iedere andersluidende statutaire bepaling voordoen, is de stemming niet vereist. Alleen de onder punt 1^o bedoelde voorwaarden betreffende de vergoeding van de eventuele schade zijn van toepassing;

3. eenzijdig, wanneer de intercommunale haar maatschappelijk doel verzuimt te verwezenlijken binnen een termijn van drie jaar te rekenen vanaf haar oprichting.

Art. 10. De publiekrechtelijke personen die bij de intercommunale zijn aangesloten, kunnen zich alleen afzonderlijk en elk tot beloop van een bepaalde som verbinden.

Over iedere wijziging van de statuten die voor de gemeenten, of in voorkomend geval, voor de provincies, bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten meebrengt, moet in de gemeenteraden, en in voorkomend geval, in de provincieraden worden beraadslaagd en besloten.

HOOFDSTUK III. — Organen van de Waalse intercommunale

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 11. Iedere intercommunale omvat drie organen : een algemene vergadering, een raad van bestuur en een college van commissarissen.

Art. 12. Welke de verhouding ook zij van de inbreng van de verschillende partijen in de samenstelling van het maatschappelijk kapitaal, beschikken de gemeenten steeds over de meerderheid van de stemmen en over het voorzitterschap in de verschillende bestuurs- en controleorganen van de intercommunale.

Art. 13. De beslissingen van alle organen van de intercommunale zijn slechts geldig indien zij, behalve de meerderheid van de uitgebrachte stemmen, ook de meerderheid van de in die organen aanwezige of vertegenwoordigde gemeentevennoten hebben verkregen.

De statuten kunnen voorzien in bepalingen die de belangen van de minoritaire vennoten veilig stellen, met inachtneming van de in het voorgaande lid en in artikel 12 bedoelde regels inzake stemming en voorrang.

Afdeling II. — Algemene vergadering

Art. 14. De afgevaardigden van de aangesloten gemeenten in de algemene vergadering worden, naar evenredigheid van de samenstelling van de raad, door de gemeenteraad van elke gemeente aangewezen onder de raadsleden, de burgemeester en schepenen van de gemeente.

Het aantal afgevaardigden van iedere gemeente is vastgesteld op vijf, onder wie ten minste drie de meerderheid van de gemeenteraad vertegenwoordigen.

In geval van provinciale deelneming geldt hetzelfde, *mutatis mutandis*, voor de vertegenwoordiging in de algemene vergadering van de aangesloten provincie(s).

Art. 15. § 1. Iedere gemeente beschikt in de algemene vergadering over een stemrecht dat bepaald wordt op grond van de in artikel 6, 9^o, bedoelde statutaire criteria of, bij gebreke hiervan, van het aantal aandelen waarover zij beschikt.

Een door de gemeenteraad genomen beslissing wordt meteen door de afgevaardigden van de betrokken gemeente en, in voorkomend geval, van de betrokken provincie aan de algemene vergadering meegedeeld. Wat betreft de goedkeuring van de jaarrekening en de stemming van de aan de bestuurders, commissarissen en commissarissen-revisoren te verlenen kwijting, brengen ze evenwel verslag uit over de stemmenverhouding binnen hun raad.

Indien de gemeenteraad en, in voorkomend geval, de provincieraad niet beslissen, beschikt iedere afgevaardigde over een stemrecht dat overeenkomt met een vijfde van de aandelen die toegewezen zijn aan de gemeentevennoot of, in voorkomend geval, aan de provincievennoot die hij vertegenwoordigt.

§ 2. Iedere statutaire wijziging vereist, net zoals iedere beslissing betreffende de uitsluiting van vennoten, een tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de op de algemene vergadering aanwezige afgevaardigden, met inbegrip van een tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de gemeentevennoten.

Art. 16. § 1. Jaarlijks moeten, na bijeenroeping door de raad van bestuur, ten minste twee algemene vergaderingen op de bij de statuten bepaalde wijze worden gehouden.

Overigens moet de algemene vergadering in buitengewone zitting worden bijeengeroepen op verzoek van één derde van de leden van de raad van bestuur of van het college van commissarissen of van de commissaris-revisor, of van vennoten die minstens één vijfde van het kapitaal vertegenwoordigen.

De oproepingen voor iedere algemene vergadering vermelden de agenda en omvatten alle desbetreffende stukken. Ze worden minstens dertig dagen vóór de datum van de zitting aan alle vennoten toegezonden.

De betrokken leden van de gemeente- of provincieraden mogen als waarnemers aan de zittingen deelnemen, behalve als het om personenaangelegenheden gaat. In dit laatste geval beveelt de voorzitter onmiddellijk de behandeling in besloten vergadering en wordt de zitting pas opnieuw openbaar na bespreking van de aangelegenheid.

De wijze waarop de leden van de raden van de aangesloten gemeenten of, in voorkomend geval, provincies, kennis kunnen nemen van de beslissingen van de raad van bestuur en van het college van commissarissen, wordt bepaald in een specifiek reglement dat door de algemene vergadering is vastgesteld.

§ 2. De eerste algemene vergadering van het boekjaar wordt in de loop van het eerste halfjaar gehouden, uiterlijk op 30 juni. Op haar agenda staat noodzakelijkerwijs de goedkeuring van de jaarrekening van het afgesloten boekjaar, waarin een beknopte boekhouding per activiteitensector voorkomt.

Ze hoort het jaarverslag en het bijzonder verslag van de raad van bestuur bedoeld in artikel 27, alsmede de verslagen van het college van commissarissen en van de commissaris-revisor. Ze keurt de balans goed.

Na goedkeuring van de balans beslist de algemene vergadering bij afzonderlijke stemming over de aan de bestuurders en commissarissen te verlenen kwijting. Deze kwijting is alleen dan rechtsgeldig wanneer de ware toestand van de vennootschap niet wordt verborgen door enige weglating of onjuiste opgave in de balans, en wat de extra statutaire verrichtingen betreft, wanneer deze bepaaldelijk zijn aangegeven in de oproeping.

§ 3. De tweede algemene vergadering van het boekjaar wordt in de loop van het tweede halfjaar gehouden, uiterlijk op 31 december.

Op haar agenda staat noodzakelijkerwijs de goedkeuring van een beleidsplan waarin iedere activiteitensector wordt bepaald en waarin financiële ramingen voor het volgende boekjaar worden opgenomen. Dit plan wordt eerst door de raad van bestuur opgemaakt en aan de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, aan de aangesloten provincies gestuurd.

Art. 17. Niettegenstaande iedere andersluidende statutaire bepaling is alleen de algemene vergadering bevoegd voor :

1. de goedkeuring van de jaarrekening en de aan de bestuurders, commissarissen en commissarissen-revisoren te verlenen kwijting;
2. de goedkeuring van het jaarlijkse beleidsplan;
3. de benoeming en de afzetting van de bestuurders, commissarissen en commissarissen-revisoren;
4. de vaststelling van de functievergoedingen en het presentiegeld toegekend aan de bestuurders, commissarissen en eventueel aan de leden van de beperkte bestuursorganen, alsmede de bezoldigingen van de commissaris-revisor;
5. de benoeming van de vereffenaars, de vaststelling van hun bevoegdheden en bezoldigingen;
6. de uittrekking en de uitsluiting van vennoten;
7. de statutaire wijzigingen, behalve indien ze de raad van bestuur machtiging verleent om de bijlagen m.b.t. de vennotenlijst en de technische en exploitatievoorwaarden aan te passen;
8. in voorkomend geval, de aanwijzing van de leden van het comité van toezicht.

Afdeling III. — Raad van bestuur

Art. 18. § 1. De algemene vergadering benoemt de leden van de raad van bestuur.

§ 2. De bestuurders die de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, de aangesloten provincies vertegenwoordigen, worden overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek benoemd naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, van het geheel van de provincieraden van de aangesloten provincies.

Voor de berekening van deze evenredigheid zal rekening worden gehouden met de statutaire evenwichtscriteria bedoeld in artikel 6, 9°.

Wanneer de gemeenteraadsleden krachtens artikel 22bis van de gemeentekieswet van 4 augustus 1932 verkozen zijn op een lijst zonder gemeenschappelijk volgnummer, wordt bij de berekening van de evenredigheid voor iedere aangesloten gemeente rekening gehouden met de eventuele persoonlijke verklaringen van lijstverbinding met een lijst voorzien van een gemeenschappelijk volgnummer, zoals ze door de gemeenteraad aangetekend zijn. De lijstverbinding met een lijst voorzien van een gemeenschappelijk volgnummer is slechts mogelijk indien deze lijst in de gemeente niet als dusdanig voorgedragen werd bij de gemeenteraadsverkiezingen. Deze lijstverbinding geldt op eenvormige wijze voor alle intercommunales waarbij de gemeente aangesloten is.

Tot de aan de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, de aangesloten provincies voorbehouden ambten van bestuurder kunnen alleen gemeenteraadsleden en, in voorkomend geval, provincieraadsleden worden benoemd.

Deze paragraaf is *mutatis mutandis* van toepassing op de bestuurders die de aangesloten OCMW's vertegenwoordigen.

§ 3. Bij de toetreding van een nieuwe vennoot wordt de samenstelling van de raad van bestuur desnoods op de eerstvolgende algemene vergadering herzien.

§ 4. In de raad van bestuur kunnen één of meer personeelsafgevaardigden met raadgevende stem zetelen.

Art. 19. Elk jaar maken de bestuurders een inventaris op, alsmede een jaarrekening per activiteitensector en een geconsolideerde jaarrekening. De jaarrekening bestaat uit de balans, de resultatenrekening en de toelichting die een geheel vormen.

Deze stukken worden opgemaakt overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen en overeenkomstig de besluiten ter uitvoering ervan.

De bestuurders stellen bovendien een verslag op waarin ze rekenschap geven van hun beleid.

Dat verslag bevat een commentaar op de jaarrekening waarbij een getrouw overzicht wordt gegeven van de gang van zaken en van de positie van de vennootschap. Het jaarverslag moet ook informatie bevatten omtrent de gebeurtenissen die na het einde van het boekjaar hebben plaatsgevonden.

De bestuurders bepalen het beleidsplan bedoeld in artikel 16, § 3, alsmede het bijzonder verslag over de participaties, waarvan sprake in artikel 27.

Om de commissarissen in staat te stellen de in artikel 16, § 2, bedoelde verslagen op te maken, bezorgt de raad van bestuur van de intercommunale hen de stukken en het jaarverslag minstens veertig dagen vóór de gewone algemene vergadering.

Afdeling IV. — College van commissarissen

Art. 20. Het college van commissarissen is belast met het toezicht op de intercommunale. Zijn leden worden door de algemene vergadering benoemd. Het bevat minstens één lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren; een bijkomende commissaris, lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, kan aangewezen worden op voordracht van afgevaardigden die minstens een vierde van de aan de aangesloten gemeenten toebehorende aandelen bezitten.

De commissarissen die geen lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, worden overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek en artikel 18, § 2, door de algemene vergadering benoemd naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, van het geheel van de provincieraden van de aangesloten provincies.

Tot de aan de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, de aangesloten provincies voorbehouden ambten van commissaris kunnen echter alleen gemeenteraadsleden, en in voorkomend geval, provincieraadsleden worden benoemd.

Afdeling V. — Verbod en onverenigbaarheden

Art. 21. Niemand kan binnen de intercommunale één van de aangesloten administratieve overheden vertegenwoordigen als hij lid is van één van de organen van de vennootschap die het beheer of de concessie heeft van de activiteit waarvoor de intercommunale opgericht is.

Art. 22. § 1. Het is elke bestuurder van een intercommunale verboden :

1. aanwezig te zijn bij een beraadslaging over zaken waarbij hij een rechtstreeks belang heeft of waarbij zijn bloed- en aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben;
2. rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan overeenkomsten afgesloten met de intercommunale;
3. als advocaat, notaris of zaakwaarnemer op te treden in rechtsgedingen tegen de intercommunale. Het is hem verboden, in dezelfde hoedanigheid, ten behoeve van de intercommunale te pleiten, raad te geven of op te treden in enige betwisting.

Het in het eerste lid, 1°, bedoelde verbod strekt niet verder dan de bloed- en aanverwanten tot in de tweede graad, zo het gaat om voordrachten van kandidaten, benoemingen, afzettingen en schorsingen.

§ 2. Een gemeente- of provincieraadslid mag niet meer dan drie opeenvolgende uitvoerende mandaten vervullen binnen de intercommunales waarbij zijn gemeente of zijn provincie is aangesloten. Onder uitvoerend mandaat wordt verstaan ieder mandaat waarbij aan de bekleeder volmacht wordt gegeven om te beslissen of ieder mandaat dat binnen een beperkt bestuursorgaan wordt vervuld.

§ 3. Niemand kan worden benoemd tot de aan de aangesloten administratieve overheden voorbehouden ambten van bestuurder en commissaris als hij een mandaat vervult in de bestuurs- en controleorganen van een privaatrechtelijke vereniging met als oogmerk een gelijkaardige activiteit die, wat hem betreft, een rechtstreeks en doorlopend belangengeschil kan veroorzaken.

§ 4. Het mandaat van commissaris-revisor kan niet aan een lid van de aangesloten gemeente- en provincieraden worden toevertrouwd.

§ 5. Een gemeenteraadslid, een schepen of de burgemeester van een aangesloten gemeente mag geen bestuurder van een intercommunale zijn indien hij er een personeelslid van is.

Afdeling VI. — Werkwijze

Art. 23. Elk lid van een gemeenteraad en, in voorkomend geval, van een provincieraad, dat in deze hoedanigheid een mandaat in een intercommunale uitoefent, wordt verondersteld van rechtswege ontslag te nemen zodra het ophoudt van deze gemeenteraad en, in voorkomend geval, provincieraad deel uit te maken.

Alle mandaten in de verschillende organen van de intercommunale vervallen onmiddellijk na de eerste algemene vergadering die volgt op de vernieuwing van de gemeenteraden en, in voorkomend geval, provincieraden.

Art. 24. De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden op eigen verantwoordelijkheid gedeeltelijk overdragen aan één of verscheidene beperkte bestuursorganen.

De beperkte bestuursorganen gaan van de raad van bestuur uit. Ze mogen slechts uit bestuurders samengesteld zijn. Ze zijn onderworpen aan de artikelen 12 en 13, eerste lid.

In geval van met redenen omklede dringende noodzakelijkheid kan het beperkte bestuursorgaan iedere beslissing nemen die nodig is om de belangen van de intercommunale veilig te stellen, zelfs indien deze beslissing verder strekt dan het haar krachtens het eerste lid overgedragen dagelijks bestuur. De raad van bestuur bevestigt deze beslissing op zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 25. § 1. De algemene vergadering kan per werkelijk bijgewoonde vergadering presentiegeld toekennen aan de leden van de raad van bestuur en van het college van commissarissen, met uitzondering van de commissaris(sen)-revisor(en).

Ze kan per werkelijk bijgewoonde vergadering evenveel presentiegeld toekennen aan de leden van het beperkte bestuursorgaan als aan de leden van de raad van bestuur.

De leden die op dezelfde dag verscheidene vergaderingen van hetzelfde orgaan van dezelfde intercommunale bijwonen, krijgen slechts één keer presentiegeld.

§ 2. In plaats van presentiegeld kan de algemene vergadering een functievergoeding toekennen aan de bestuurders die een uitvoerende opdracht of een opdracht van dagelijks beheer vervullen.

Ze kan eveneens een functievergoeding toekennen aan de voorzitter van het college van commissarissen.

Art. 26. § 1. Wanneer een provincievenoot buiten bevoorrechte aandelen een inbreng doet die de helft van het kapitaal van de intercommunale overschrijdt, kunnen de statuten, in afwijking van artikel 12, bepalen dat :

1. de meerderheid van de stemmen in de bestuurs- en controleorganen aan de provincie toekomt.

In dit geval en onverminderd de toepassing van artikel 13 zijn de beslissingen van de algemene vergadering, van de raad van bestuur, van het college van commissarissen en van de beperkte bestuursorganen slechts geldig indien zij de meerderheid van de stemmen van de in deze organen aanwezige of vertegenwoordigde provincievenooten hebben verkregen;

2. het voorzitterschap van de raad van bestuur en van het college van commissarissen wordt toevertrouwd aan een lid van de provincieraad. In dit geval kunnen de eventuele mandaten van ondervoorzitter niet aan de vertegenwoordigers van deze provincievenoot worden toevertrouwd.

§ 2. Wanneer de provincievenoot de goede afloop waarborgt van meer dan de helft van de door de intercommunale opgenomen leningen en voor zover het totaalbedrag van deze leningen minstens gelijk is aan de helft van haar kapitaal, kunnen de statuten, in afwijking van artikel 12, bepalen dat het voorzitterschap van de raad van bestuur aan een lid van de provincieraad wordt toevertrouwd. In dit geval kunnen de eventuele mandaten van ondervoorzitter niet aan de vertegenwoordigers van deze provincievenoot worden toevertrouwd.

HOOFDSTUK IV. — Participaties

Art. 27. De intercommunales kunnen participaties in het kapitaal van iedere vennootschap nemen wanneer ze van dien aard zijn dat ze tot de verwezenlijking van hun maatschappelijk doel bijdragen.

Over iedere participatie in het kapitaal wordt door de raad van bestuur beslist; een bijzonder verslag over deze beslissingen wordt overeenkomstig artikel 16, § 2, aan de algemene vergadering voorgelegd.

Wanneer de participatie in een vennootschap echter minstens gelijk is aan één tiende van haar kapitaal of aan één vijfde van de eigen middelen van de intercommunale, beslist de algemene vergadering over de participatie bij gewone meerderheid van de stemmen, met inbegrip van de gewone meerderheid van de door de afgevaardigden van de gemeentevennoten uitgebrachte stemmen.

Art. 28. In geval van participatie in het kapitaal van een vennootschap wordt binnen de intercommunale een comité van toezicht opgericht, dat belast is met de follow-up van de participaties van de intercommunale in het kapitaal van vennootschappen.

Bij het voorleggen van het bijzonder verslag bedoeld in artikel 27 geeft het comité jaarlijks rekenschap van zijn opdracht voor de algemene vergadering, en voor de gemeenteraden als ze er om verzoeken.

Het comité bestaat uit vijf leden die overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het kieswetboek en artikel 18, § 2, door de algemene vergadering benoemd worden naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten.

HOOFDSTUK V. — Ontbinding en vereffening van de intercommunale

Art. 29. De algemene vergadering mag de ontbinding, vóór het verstrijken van de in de statuten bepaalde termijn, slechts uitspreken met een tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de gemeentevennoten, na beraadslaging van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten.

Bovendien mag de algemene vergadering, in geval van toepassing van artikel 26, de ontbinding van de vennootschap slechts uitspreken met een tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de provincievenoot(oten), na beraadslaging van de aangesloten provincieraad(aden).

Art. 30. In geval van voortijdige ontbinding of bij niet-verlenging van of bij uittreding uit de intercommunale is iedere gemeente of vereniging die de eerder aan de intercommunale geheel of ten dele toevertrouwde activiteit zal blijven uitoefenen, gehouden, naar schatting van deskundigen, de installaties of inrichtingen over te nemen die op haar grondgebied zijn gelegen en die uitsluitend bestemd zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel wat haar betreft, evenals het personeel van de intercommunale behorend tot de overgenomen activiteit, overeenkomstig tussen de partijen nader te bepalen regels. De bezittingen zullen evenwel kosteloos aan de gemeente toekomen in zoverre zij door haar of dank zij subsidies van andere openbare besturen werden gefinancierd of zodra deze bezittingen, die op het gemeentelijk grondgebied gelegen zijn en door de intercommunale ten behoeve van de gemeente aangewend worden, volledig afgelost zijn. Over de bestemming van de gemeenschappelijk gebruikte installaties en inrichtingen evenals over de eraan verbonden lasten moet echter tussen de partijen een overeenkomst worden gesloten.

De gemeente die uittreedt, is, niettegenstaande iedere andersluidende statutaire bepaling, gerechtigd haar aandeel in de intercommunale te ontvangen, zoals blijkt uit de balans van het maatschappelijk jaar waarin de uittreding zich werkelijk voordoet.

De overname van de activiteit van de intercommunale door een gemeente of een andere vereniging gaat slechts in vanaf het ogenblik dat alle aan de intercommunale verschuldigde bedragen effectief aan deze laatste zijn betaald. Ondertussen wordt de activiteit door haar verdergezet.

HOOFDSTUK VI. — Diverse bepalingen

Art. 31. § 1. De boekhouding van de intercommunale wordt gevoerd volgens de wetgeving op de boekhouding van de ondernemingen.

Met verwijzing naar artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen worden de jaarrekening, het verslag van het college van commissarissen en dat van de commissaris-revisor, het bijzonder verslag over de participaties, het beleidsplan betreffende het volgende boekjaar alsmede het jaarverslag van de intercommunale en van de verenigingen of vennootschappen waarin ze deelneemt, jaarlijks toegezonden aan alle leden van de gemeente- en provincieraden van de aangesloten gemeenten en provincies, alsook aan de vennoten, opdat in iedere raad of in een daartoe binnen de raad opgerichte bijzondere commissie een debat zou plaatsvinden.

§ 2. Iedere intercommunale dient te beschikken over een eigen thesaurie die op de in de statuten vastgestelde wijze beheerd wordt.

De raad van bestuur, die de verantwoordelijke voor het beheer van de betalingen en inningen aanwijst, bepaalt de wijze waarop de financiële controle wordt uitgeoefend.

Art. 32. De intercommunales kunnen onderling en samen met de gemeenten overeenkomsten voor bepaalde tijd sluiten met betrekking tot leveringen en diensten die tot de verwezenlijking van hun maatschappelijk doel bijdragen.

Art. 33. Voor gewestelijke aangelegenheden kan het Waalse Gewest de intercommunales aan de fiscaliteit onderwerpen.

Art. 34. Wat de intercommunale vereniging voor de exploitatie van het circuit van Spa-Francorchamps betreft :

1. in afwijking van de artikelen 12 en 26 komt de meerderheid van de stemmen binnen de bestuurs- en controleorganen gezamenlijk toe aan het Waalse Gewest, de provincie Luik en de aangesloten gemeenten, en is ze in gelijke mate onder hen verdeeld;

2. de beslissingen van de bestuursorganen worden op volgende wijze onderworpen aan de controle van twee commissarissen van de Waalse Regering, die hen benoemt en ontslaat :

a) de commissarissen van de Waalse Regering wonen de vergaderingen van de bestuursorganen met raadgevende stem bij. Ze kunnen op elk ogenblik ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en in het algemeen van alle stukken en geschriften van de intercommunale. Ze kunnen alle bestuurders, ambtenaren en aangestelden verzoeken iedere uitleg of informatie te verstrekken en alle verificaties verrichten die ze nodig achten voor de uitoefening van hun mandaat. Bovendien kunnen ze iedere aangelegenheid in verband met de naleving van de reglementering, van de statuten of de nakoming van de verbintenissen van de intercommunale op de agenda van de raad van bestuur laten zetten;

b) iedere commissaris van de Regering beschikt over een termijn van vier vrije dagen om beroep in te stellen tegen de uitvoering van elke beslissing die volgens hem strijdig is met de wet, het decreet, de statuten of het algemeen belang. Het beroep heeft schorsende kracht. Deze termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarin de beslissing is genomen, voor zover de commissaris van de Regering er regelmatig voor opgeroepen werd en, zo niet, vanaf de dag waarop hij daarvan kennis heeft genomen;

c) de commissarissen stellen hun beroepen bij de Regering in. Indien de Waalse Regering zich niet heeft uitgesproken binnen een termijn van dertig dagen na het instellen van het beroep, is de beslissing definitief. De Regering brengt de intercommunale in kennis van de vernietiging van de beslissing.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 35. Opgeheven worden :

1. het decreet van 5 november 1987 betreffende de intercommunales waarvan het rechtsgebied de grenzen van het Waalse Gewest niet overschrijdt;

2. de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, met uitzondering van artikel 8, tweede en derde lid, voor zover het van toepassing is op een gemeente die voor haar gehele grondgebied zou beslissen een activiteit van gemeentelijk belang toe te vertrouwen aan één enkele regie, en de artikelen 26, 27 en 28, eerste lid.

Art. 36. § 1. Wat betreft de intercommunales die werden opgericht vóór de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* :

1. hun statuten worden uiterlijk op 1 juli 1997 in overeenstemming gebracht met de bepalingen van dit decreet;

2. de artikelen 18, § 2, 20, derde lid, en 22, § 2, zijn van toepassing uiterlijk op 1 juli 1998.

§ 2. Op verzoek van een vennoot of van een belanghebbende derde of van de administratieve overheid die belast is met het toezicht op de intercommunale, kan de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar de zetel van de intercommunale gevestigd is, de ontbinding uitspreken van iedere intercommunale die haar statuten niet binnen de in de vorige paragraaf bepaalde termijn zou hebben gewijzigd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 december 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling,
Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 212

IC - 314671

3 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune fixant les nouveaux montants des jetons de présence à allouer aux membres de la Commission des normes comptables des centres publics d'aide sociale de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Collège réuni,

Vu la loi spéciale du 6 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, notamment l'article 1^{er};

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 212

IC - 314671

3 OKTOBER 1996. — Besluit van het Verenigd College houdende bepaling van het nieuw bedrag van het presentiegeld voor de leden van de Commissie voor boekhoudkundige normen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Verenigd College,

Gelet op de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1;